

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 04612

Numéro SIREN : 839 940 699

Nom ou dénomination : 2 M B

Ce dépôt a été enregistré le 15/05/2024 sous le numéro de dépôt 20901

# **2 M B**

Société à Responsabilité Limitée au capital de 20 000 €  
Siège social : 143-149 RUE DE SILLY  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

R.C.S NANTERRE 839 940 699

---

## **PROCES-VERBAL DE DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE Du 27 Mars 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept mars, à seize heures, les associés de la Société 2 M B, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 20 000 €, se sont réunis en Assemblée Générale ordinaire au domicile du gérant sur les convocations qui leur ont été adressées par la gérance.

L'assemblée est présidée par Monsieur IDOUCHENE M'BAREK, gérant associé présent et acceptant titulaire de 510 parts sociales.

Le président constate qu'est présent en dehors de lui Monsieur IDOUCHENE El Mahdi, titulaire de 490 parts sociales, et que le total des parts présentes est de 1000 parts.

En conséquence, le président déclare que l'assemblée est en état de délibérer à titre extraordinaire, la majorité légale des trois quarts des parts pouvant être atteinte.

Le président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### **ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport de la gérance,
- Démission du gérant Monsieur IDOUCHENE M'BAREK,
- Nomination de Monsieur TITCH Mohammed en qualité de nouveau gérant de la SARL.
- L'adjonction de l'activité de Boucherie.
- Autorisation de cession de parts ; agrément d'un nouvel associé,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Monsieur IDOUCHENE M'BAREK expose aux associés qu'il ne peut plus exercer désormais les fonctions de gérant de la Société. Il présente donc sa démission à la collectivité des associés et leur demande de nommer un nouveau gérant.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

## **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale prend acte du désir manifesté par Monsieur IDOUCHE M'BAREK de démissionner de ses fonctions de gérant et le remercie pour les services rendus à la Société.

L'Assemblée Générale nomme en qualité de gérant non associé Monsieur TITCH Mohammed, demeurant à VERSAILLES (78 000), 18 rue du GENERAL LECLERC, pour une durée **déterminée d'un an à compter du 27/03/2024**.

Il dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et la représenter à l'égard des tiers. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés acheter, vendre ou échanger tous les immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Monsieur TITCH Mohammed, déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de Monsieur IDOUCHE M'BAREK et de Monsieur IDOUCHE El Mahdi de céder à Monsieur KOUKOUS Mohamed, la totalité des parts leur appartenant dans la Société, déclare autoriser cette cession et agréer expressément Monsieur KOUKOUS Mohamed en qualité de nouveau associé à compter du 27/03/2024.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la cession de parts ci-dessus autorisée, décide, sous la condition suspensive de la réalisation de ladite cession, que l'article 8 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du 27/03/2024, jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

## **PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

Monsieur KOUKOUS Mohamed, 1000 parts,

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 1000.

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions sus indiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale décide d'adjoindre l'activité de Boucherie et modifier en conséquence l'Article 2 :

Achat et vente en boutique de tous articles cadeaux bazar gadgets objets décoratifs textiles maroquinerie parfums et tous commerces réglementés et l'activité de Boucherie.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

## CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui après lecture, a été signé par les associés et le gérant.

Monsieur IDOUCHE M'BAREK




Monsieur IDOUCHE EI Mahdi



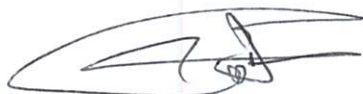
Monsieur TITCH Mohammed

« Bon pour acceptation de fonctions de gérant »

BON POUR ACCEPTATION  
DE FONCTIONS DE GERANT



Monsieur KOUKOUS Mohamed



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
PARIS ST-HYACINTHE  
Le 11/04/2024 Dossier 2024 00013193, référence 7544P61 2024 A 03901  
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Claire Fournet  
Agent des Finances Publiques

# CESSION DE PARTS

Entre les soussignés :

Monsieur IDOUCHE MBAREK, né le 28/10/1963 à REGGADA TIZNIT MAROC, de Nationalité Marocaine, domicilié au 1696 ALLEE DU VIEUX PONT DE SEVRES 92 100 BOULOGNE BILLANCOURT, agissant tant en son nom qu'en sa qualité d'associé de la société à responsabilité Limitée 2 M B, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 20 000 €, dont le siège social est situé à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), 143-149 RUE DE SILLY, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 839 940 699,

Ci-après dénommé le "Cédant", d'une part,

ET

Monsieur KOUKOUS Mohamed, né le 25/06/1991 à AIT ERKHA MAROC, de Nationalité Marocaine, domicilié au 163 BOULEVARD DE LA VILLETTE 75010 PARIS., agissant en son nom,

Ci-après dénommé "le Cessionnaire", d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à DRANCY du 18 Avril 2018, il existe une société à responsabilité limitée dénommée 2 M B, au capital de 20 000 € divisé en 1 000 parts de 20 € chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), 143-149 RUE DE SILLY, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 839 940 699.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 –CESSION DES PARTS

Le Cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit la totalité des parts lui appartenant dans la société 2 M B, soit 510 parts sociales, libres et franches de tout nantissement et autres droits, au Cessionnaire, qui accepte.

K M

1

I 21

## **ARTICLE 2 – PRIX DE CESSION DES PARTS SOCIALES**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix ferme, définitif et non révisable de DIX MILLE DEUX CENT EUROS (10 200 euros) pour les CINQ CENT DIX (510) parts sociales, soit pour chaque part sociale cédée, au prix de VINGT EUROS (20 euros). Lequel prix a été payé comptant ce jour par Monsieur KOUKOUS Mohamed à Monsieur IDOUCHENE MBAREK qui lui en donne bonne quittance.

Monsieur KOUKOUS Mohamed devient propriétaire des parts cédées à compter du 27/03/2024 et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués aux dites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

## **ARTICLE 3 – DECLARATION DU CEDANT**

Le cédant déclare :

- que les parts sociales ne font l'objet d'aucun engagement contractuel tel que promesse de vente, pacte de préférence, clause d'inaliénabilité ou autre venant affecter leur négociabilité ou restreindre leur libre disposition au profit des bénéficiaires.

### **1. En ce qui concerne les états financiers, le cédant déclare :**

1- que les états financiers au 31/12/2023 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, qu'ils sont l'image fidèle de la situation économique et financière de la société 2 M B à la même date et rendent compte de la totalité des éléments qui composaient au 31/12/2023 le patrimoine actif et passif de la société 2 M B,

2- que le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31/12/2023 sont conformes aux livres et documents comptables de la société,

3- que l'intégralité des dettes et charges à payer par la société 2 M B est enregistrée au passif des états financiers arrêtés au 27/03/2024.

4- que les biens sociaux figurant au bilan ne font l'objet d'aucun gage, nantissement, hypothèque, servitude ou droit quelconque.

5- que la société 2 M B ne détient aucune participation dans quelque société que ce soit et qu'elle n'est membre d'aucune société en participation, ni d'aucun groupement d'intérêt économique ou groupement européen d'intérêt économique,

6- qu'aucune inscription n'a été prise contre la société au registre des protêts. Et que la société n'a consenti aucun engagement hors bilan, par caution, aval ou autrement,

7 - que la société 2 M B n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective d'apurement de passif et notamment d'une procédure de redressement judiciaire,

K M

I M

## **2. En ce qui concerne les litiges, le cédant déclare :**

1- que la société 2 M B n'est concernée par aucun litige en cours ou instance ni contentieux dont le résultat serait susceptible de réduire notablement l'actif social.

2- qu'aucune opération de contrôle n'a été annoncée ou entreprise par une administration ou par la commission d'hygiène et de sécurité.

## **3. Déclarations diverses du cédant**

Le cédant déclare en outre :

1- que la société 2 M B n'a souscrit aucune promesse de vente ou d'achat de biens immobiliers ou mobiliers,

2- que la société 2 M B n'a pas pris, à l'égard de ses clients, agents commerciaux ou de ses fournisseurs, d'engagements de nature exceptionnelle eu égard aux usages de la profession, et plus généralement que la société 2 M B n'est pas liée par des contrats avec des tiers autres que des contrats justifiés par le cours normal de ses affaires,

3- qu'il n'a donné à ce jour aucune garantie quelconque pour l'exécution d'engagements contractés par la société 2 M B,

## **ARTICLE 4 –DECLARATIONS DU CESSIONNAIRE**

Le cessionnaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des contrats ainsi que des diverses clauses, charges, conditions et stipulations, générales ou particulières, conclus par la société 2 M B,

- avoir pris acte qu'il existe des contrats de distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de chauffage, de téléphone nécessaire à l'exploitation de l'activité de la société,

- qu'il connaît les conditions d'exercice de l'activité de la société 2 M B et qu'il en a pris connaissance en vue de l'acquisition de 510 parts.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LA CESSION DES PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE.**

La cession de 510 parts sociales, objet des présentes aura lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et, en outre, sous celles ci-après énoncées, savoir :

Monsieur IDOUCHE MBAREK s'engage à prendre en charge toutes diminutions d'actif, toutes augmentations de passif et tous engagements non transcrits dans les états financiers de la société 2 M B au 27/03/2024, dès lors que ces diminutions d'actif ou augmentations de passif

KM

IM

auraient une cause ou une origine antérieure à la date du 27/03/2024.

Il est précisé que toute demande d'indemnisation présentée par le cessionnaire en vertu de la présente garantie, ne sera prise en considération par le garant qu'à la condition que ce dernier ait été préalablement informé des causes et des charges supplémentaires et qu'il ait été en mesure d'y répondre ou de s'y opposer.

En conséquence, le cessionnaire devra prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception, le garant, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la survenance de tous événements susceptibles d'entraîner l'application de la présente garantie. A défaut, il est précisé que la présente garantie ne sera pas applicable et inopposable au garant.

Pour présenter ses observations ou ses oppositions, le garant disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la date où il aura été avisé par le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception des causes et de l'étendue du passif complémentaire.

La présente garantie est stipulée au profit du cessionnaire ainsi qu'en cas de cession ultérieure des parts par ces derniers, au profit de tous cessionnaires successifs et ce, dans les mêmes conditions que celles définies par la présente clause de garantie.

#### **ARTICLE 6 – AFFIRMATION DE SINCERITE**

Le cédant et le cessionnaire affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime bien l'intégralité du prix convenu.

#### **ARTICLE 7 – DECHARGE**

Les parties reconnaissent et déclarent :

- 1- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions des présentes,
- 2- donner décharge pure et simple, entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu entre elles, ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

#### **ARTICLE 8 – FRAIS**

Chacune des parties supportera la charge des frais et honoraires de ses conseils. Le cessionnaire supportera le coût des droits d'enregistrement des actes de cession ainsi que des frais afférents aux formalités de publicité.

#### **ARTICLE 9 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, de leur suite et/ou de leurs conséquences, les parties font élection de domicile en leurs domiciles respectifs indiqués en-tête des présentes.

K M

I M

## ARTICLE 10 – CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

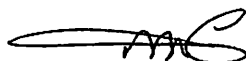
Tous différends nés de l'interprétation ou de l'exécution des présentes dispositions seront soumis aux juridictions compétentes du lieu du siège de la société 2 M B.

Fait à BOULOGNE BILLANCOURT

Le 27/03/2024.

En quatre exemplaires originaux

Monsieur IDOUCHE MBAREK



Monsieur KOUKOUS Mohamed



K M

5

I M

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
PARIS ST-HYACINTHE  
Le 11/04/2024 Dossier 2024 00013192, référence 7544P61 2024 A 03900  
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Claire BOURNET  
Agent des Finances Publiques

# CESSION DE PARTS

Entre les soussignés :

Monsieur IDOUCHE NE EL MAHDI, né le 09/06/1995 à LAHFAIR REGGADA MAROC, de Nationalité Française, domicilié au 9 ROUTE DU COLONEL MARCEL MORAIN 92 360 MEUDON, agissant tant en son nom qu'en sa qualité d'associé de la société à responsabilité Limitée 2 M B, Société à Responsabilité Limitée, au capital de 20 000 €, dont le siège social est situé à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), 143-149 RUE DE SILLY, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 839 940 699,

Ci-après dénommé le "Cédant", d'une part,

ET

Monsieur KOUKOUS Mohamed, né le 25/06/1991 à AIT ERKHA MAROC, de Nationalité Marocaine, domicilié au 163 BOULEVARD DE LA VILLETTE 75010 PARIS., agissant en son nom,

Ci-après dénommé "le Cessionnaire", d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à DRANCY du 18 Avril 2018, il existe une société à responsabilité limitée dénommée 2 M B, au capital de 20 000 € divisé en 1 000 parts de 20 € chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé à BOULOGNE BILLANCOURT (92100), 143-149 RUE DE SILLY, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 839 940 699.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 –CESSION DES PARTS

Le Cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit la totalité des parts lui appartenant dans la société 2 M B, soit 490 parts sociales, libres et franches de tout nantissement et autres droits, au Cessionnaire, qui accepte.

K M

1

ES

## ARTICLE 2 – PRIX DE CESSION DES PARTS SOCIALES

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix ferme, définitif et non révisable de NEUF MILLE HUIT CENT EUROS (9 800 euros) pour les QUATRE VINGT DIX (490) parts sociales, soit pour chaque part sociale cédée, au prix de VINGT EUROS (20 euros). Lequel prix a été payé comptant ce jour par Monsieur KOUKOUS Mohamed à Monsieur IDOUCHE NE EL MAHDI qui lui en donne bonne quittance.

Monsieur KOUKOUS Mohamed devient propriétaire des parts cédées à compter du 27/03/2024 et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués aux dites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

## ARTICLE 3 – DECLARATION DU CEDANT

Le cédant déclare :

- que les parts sociales ne font l'objet d'aucun engagement contractuel tel que promesse de vente, pacte de préférence, clause d'inaliénabilité ou autre venant affecter leur négociabilité ou restreindre leur libre disposition au profit des bénéficiaires.

### 1. En ce qui concerne les états financiers, le cédant déclare :

1- que les états financiers au 31/12/2023 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, qu'ils sont l'image fidèle de la situation économique et financière de la société 2 M B à la même date et rendent compte de la totalité des éléments qui composaient au 31/12/2023 le patrimoine actif et passif de la société 2 M B,

2- que le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31/12/2023 sont conformes aux livres et documents comptables de la société,

3- que l'intégralité des dettes et charges à payer par la société 2 M B est enregistrée au passif des états financiers arrêtés au 27/03/2024.

4- que les biens sociaux figurant au bilan ne font l'objet d'aucun gage, nantissement, hypothèque, servitude ou droit quelconque.

5- que la société 2 M B ne détient aucune participation dans quelque société que ce soit et qu'elle n'est membre d'aucune société en participation, ni d'aucun groupement d'intérêt économique ou groupement européen d'intérêt économique,

6- qu'aucune inscription n'a été prise contre la société au registre des protêts. Et que la société n'a consenti aucun engagement hors bilan, par caution, aval ou autrement,

7 - que la société 2 M B n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective d'apurement de passif et notamment d'une procédure de redressement judiciaire,

## **2. En ce qui concerne les litiges, le cédant déclare :**

1- que la société 2 M B n'est concernée par aucun litige en cours ou instance ni contentieux dont le résultat serait susceptible de réduire notablement l'actif social.

2- qu'aucune opération de contrôle n'a été annoncée ou entreprise par une administration ou par la commission d'hygiène et de sécurité.

## **3. Déclarations diverses du cédant**

Le cédant déclare en outre :

1- que la société 2 M B n'a souscrit aucune promesse de vente ou d'achat de biens immobiliers ou mobiliers,

2- que la société 2 M B n'a pas pris, à l'égard de ses clients, agents commerciaux ou de ses fournisseurs, d'engagements de nature exceptionnelle eu égard aux usages de la profession, et plus généralement que la société 2 M B n'est pas liée par des contrats avec des tiers autres que des contrats justifiés par le cours normal de ses affaires,

3- qu'il n'a donné à ce jour aucune garantie quelconque pour l'exécution d'engagements contractés par la société 2 M B,

## **ARTICLE 4 –DECLARATIONS DU CESSIONNAIRE**

Le cessionnaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des contrats ainsi que des diverses clauses, charges, conditions et stipulations, générales ou particulières, conclus par la société 2 M B,

- avoir pris acte qu'il existe des contrats de distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de chauffage, de téléphone nécessaire à l'exploitation de l'activité de la société,

- qu'il connaît les conditions d'exercice de l'activité de la société 2 M B et qu'il en a pris connaissance en vue de l'acquisition de 490 parts.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE LA CESSION DES PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE.**

La cession de 490 parts sociales, objet des présentes aura lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et, en outre, sous celles ci-après énoncées, savoir :

Monsieur IDOUCHE EL MAHDI s'engage à prendre en charge toutes diminutions d'actif, toutes augmentations de passif et tous engagements non transcrits dans les états financiers de la société 2 M B au 27/03/2024, dès lors que ces diminutions d'actif ou augmentations de passif

KM

SI

auraient une cause ou une origine antérieure à la date du 27/03/2024.

Il est précisé que toute demande d'indemnisation présentée par le cessionnaire en vertu de la présente garantie, ne sera prise en considération par le garant qu'à la condition que ce dernier ait été préalablement informé des causes et des charges supplémentaires et qu'il ait été en mesure d'y répondre ou de s'y opposer.

En conséquence, le cessionnaire devra prévenir par lettre recommandée avec accusé de réception, le garant, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la survenance de tous événements susceptibles d'entraîner l'application de la présente garantie. A défaut, il est précisé que la présente garantie ne sera pas applicable et inopposable au garant.

Pour présenter ses observations ou ses oppositions, le garant disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la date où il aura été avisé par le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception des causes et de l'étendue du passif complémentaire.

La présente garantie est stipulée au profit du cessionnaire ainsi qu'en cas de cession ultérieure des parts par ces derniers, au profit de tous cessionnaires successifs et ce, dans les mêmes conditions que celles définies par la présente clause de garantie.

#### **ARTICLE 6 – AFFIRMATION DE SINCERITE**

Le cédant et le cessionnaire affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime bien l'intégralité du prix convenu.

#### **ARTICLE 7 – DECHARGE**

Les parties reconnaissent et déclarent :

1- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions des présentes,

2- donner décharge pure et simple, entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu entre elles, ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

#### **ARTICLE 8 – FRAIS**

Chacune des parties supportera la charge des frais et honoraires de ses conseils. Le cessionnaire supportera le coût des droits d'enregistrement des actes de cession ainsi que des frais afférents aux formalités de publicité.

#### **ARTICLE 9 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, de leur suite et/ou de leurs conséquences, les parties font élection de domicile en leurs domiciles respectifs indiqués en-tête des présentes.

K M

EI

## ARTICLE 10 – CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Tous différends nés de l'interprétation ou de l'exécution des présentes dispositions seront soumis aux juridictions compétentes du lieu du siège de la société 2 M B.

Fait à BOULOGNE BILLANCOURT

Le 27/03/2024.

En quatre exemplaires originaux

Monsieur IDOUCHE NE EL MAHDI



Monsieur KOUKOUS Mohamed



# 2 M B

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 20 000 Euros.

## STATUTS

Mis à jour le 27/03/2024

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a circular flourish.

Siège social : **143-149 RUE DE SILLY**  
**92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

## **Le soussigné:**

Monsieur **KOUKOUS** Mohamed  
Né Le 25/06/1991 à AIT ERKHA MAROC  
De Nationalité Marocaine  
Domicilié au 163 BOULEVARD DE LA VILLETTE 75010 PARIS.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée devant exister entre lui et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

## **STATUTS**

### **Article 1er – FORME**

Il est formé par les soussignés une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts, les articles L223-1 du code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### **Article 2 – OBJET**

La société a pour objet, en France comme à l'étranger :

- Vente de primeurs et de fruits - Boucherie.
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

### **Article 3 – DENOMINATION**

La dénomination de la société est : **2 MB**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'indication du montant du capital social.

#### **Article 4 - SIEGE SOCIAL**

**LE SIEGE SOCIAL EST FIXE A : 143\_149 RUE DE SILLY 92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

#### **Article 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

#### **Article 6 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.  
Par exception, le premier exercice social sera clos le **31 décembre 2018**.

#### **Article 7 – APPORTS**

##### **APPORTS EN NATURE**

Monsieur ANEL ALI apporte matériel de cuisine d'une valeur de 10.000,00 €  
**La société ne fait pas appel à un commissaire aux comptes.**

##### **APPORTS EN NUMERAIRE**

Il est fait apport à la présente société, par les soussignés, les sommes suivantes, effectivement versées par eux, savoir :

Monsieur ANEL YUSU CAN	4 000.00 €
Monsieur ANEL MUSTAFA	6 000.00 €
	-----
Montant total des apports	10 000,00 €

100% de ces sommes, soit la somme totale de 10.000 euros ont été déposées au crédit d'un compte ouvert au nom de la société à la banque **LCL – 1 AVENUE JEAN JAURES – 93700 DRANCY**.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les apports en numéraire non libérés seront versés en une ou plusieurs fois sur appel de fonds du gérant dans un délai de 5 ans au compte de la société à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 8 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de vingt mille euros (20 000 €), divisé en **1 000 parts** d'une seule catégorie de vingt (20€) chacune.

Les 1 000 parts d'origine représentent :

- à concurrence de 1000 parts, des apports en nature soit 20 000 €,

Total égal au capital social de : 20.000 euros

Les parts sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports et réparties de la manière suivante :

**Monsieur KOUKOUS Mohamed propriétaire de 1000 parts sociales numérotées de 01 à 1000 parts inclus, soit 100% des parts.**

**Le total du nombre des parts sociales composant le capital social est de 1.000 parts sociales.**

Conformément à la loi, le soussigné déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartient. **Les parts sociales représentant ces apports en nature sont libérées à hauteur de 20.000 € de leur valeur en nominale soit 100% du capital.**

## **Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL**

### **I - Augmentation du capital**

#### **1. Modalités**

Le capital social peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Toutefois, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire.

Toute augmentation de capital sera décidée par l'associé unique ou en vertu d'une assemblée générale des associés, selon les modalités qu'elle détermine en se conformant aux prescriptions des articles 223-32 et 223-33 du code de commerce.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

#### **2. Souscriptions en numéraire et apports en nature**

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts doivent faire l'objet d'un dépôt à la caisse des dépôts et consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Lorsqu'il n'y a pas eu de nomination de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, le ou les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq (5) ans à l'égard des tiers de la valeur actualisée auxdits apports.

Les parts représentatives d'apports en nature doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création.

Les parts représentant des apports en numéraire doivent être libérées en totalité lors de la souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

En outre, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte la gérance de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

### **3. Apporteurs ou acquéreurs communs en biens**

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

## **II - Réduction du capital social**

Le capital social peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de capital sera décidée par l'associé unique ou en vertu d'une décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés, selon les modalités qu'elle détermine en se conformant aux prescriptions de l'article 223-34 du code de commerce.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

## **III - Rompus**

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

## **Article 10 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

Outre leurs apports, les associés auront la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser ou laisser à disposition de la société, en compte courant, toutes sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la société.

Ces sommes seront inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants d'associés ne doivent jamais être débiteurs, et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision ordinaire du ou des associés, soit par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumise à l'approbation de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Les intérêts des comptes courants seront perçus au maximum dans la limite des intérêts légaux fiscalement déductibles et portés dans les frais généraux de la société.

## **Article 11 - PARTS SOCIALES**

### **I - Représentation des parts sociales**

Les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés, leur répartition doit être mentionnée dans les statuts.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

La société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

### **II - Indivisibilité des parts sociales**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propiétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propiétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

### **III - Droits attribués aux parts**

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

### **IV – Information des associés**

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, indiquant la répartition des parts sociales. La société doit annexer à ce document la liste des gérants et des commissaires aux comptes en exercice.

### **V - Nantissement des parts**

Les parts sociales ne peuvent être données en nantissement que si elles ont été intégralement libérées. Dans ce cas, le débiteur reste associé et exerce le droit de vote attaché à ces parts.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

## **Article 12 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

### **I - Cessions**

#### **1. Forme de la cession**

Les parts sociales ne peuvent être cédées que si elles ont été intégralement libérées.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte sous seings privés ou notarié.

Elle n'est opposable à la société qu'après qu'elle lui ait été signifiée ou qu'elle l'ait acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code civil, ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession de parts au siège social, contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

#### **2. Cessions de l'associé unique**

Les cessions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

En cas de cession amenant la pluralité d'associés, les nouveaux associés devront prendre connaissance et approuver les présents statuts tels qu'ils auront pu être modifiés à la date de ladite cession.

#### **3. Agrément des cessions en cas de pluralité d'associés**

Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé, conjoint d'associé, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, lorsque la société comporte plus d'un associé, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter les associés par écrit sur ce projet.

La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés peuvent également donner leur agrément en participant à l'acte de cession qui sera signé entre le cédant et le cessionnaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

#### **4. Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée**

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société, ou fixé par accord unanime des associés.

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code Civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du président du tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette (ou ces) prolongation(s) puisse(nt) excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par ordonnance du

président du tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 223-2 du code de commerce, relatives à la réduction du capital en dessous du minimum légal seront respectées.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les aient recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne peut se prévaloir des dispositions ci-dessus concernant le rachat de ses parts, et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts, objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts entre vifs à titre gratuit.

## **II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté**

### **1. Transmission par décès de l'associé unique**

En cas de décès de l'associé unique, la société continue entre les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers, ayants droit ou conjoint doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant cette qualité.

Tant qu'il n'aura pas été procédé entre les héritiers, ayants droit et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession de l'associé décédé, et éventuellement de la communauté de biens ayant existé entre cet associé et son conjoint, les droits attachés auxdites parts ne pourront être valablement exercés que par un mandataire commun chargé de les représenter, désigné dans les conditions prévues à l'article 11 des présents statuts.

### **2. Transmission par décès en cas de pluralité d'associés**

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers, les ayants droits et éventuellement le conjoint survivant de l'associé décédé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les conditions fixées ci-dessus en cas de cession, pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant doivent justifier de leur identité personnelle et de leur qualité héréditaire, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant cette qualité.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, faisant part du décès, mentionnant les noms et qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires.

A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers ou ayants droit ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

### **3. Dissolution de communauté du vivant de l'associé**

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre l'associé et son conjoint, les parts sont librement transmissibles.

En cas de pluralité d'associés, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

### **III - Incapacité, interdiction, faillite ou déconfiture d'un associé**

L'incapacité, l'interdiction, la faillite personnelle ou la déconfiture de l'associé unique n'entraînent pas la dissolution de la société.

### **Article 13 - GERANCE**

La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par l'associé unique ou par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales et pour une durée limitée ou non.

La gérance de la société est assurée par :

**Monsieur TITCH Mohammed,  
Né le 18/12/1984 à SAFI MAROC, de Nationalité Marocaine,  
Domicilié à VERSAILLES (78 000), 18 rue du GENERAL LECLERC**

### **Article 14 - POUVOIRS DE LA GERANCE**

Conformément au code de commerce, le gérant ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut accomplir tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société - Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par décision des associés représentant plus des trois-quarts des parts sociales.

### **Article 15 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE**

#### **1. Durée**

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision qui les nomme.

#### **2. Cessation des fonctions**

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par celle des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée

sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit prévenir chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

En cas de cessation des fonctions du gérant, pour quelque cause que ce soit, la collectivité des associés est habilitée à modifier les statuts en vue de supprimer le nom du gérant, à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

### **3. Nomination d'un nouveau gérant**

L'associé unique ou la collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonctions, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur.

### **Article 16 - REMUNERATION DE LA GERANCE**

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

### **Article 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE**

1 - Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par le code de commerce.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

2 - Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la société sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée, en cas de pluralité d'associés.

3 - La procédure de contrôle ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non. Il en est seulement fait mention au registre des décisions.

4 - En cas de pluralité d'associés, la gérance ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

5 - Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

### **Article 18 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE**

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article 223-22 du code de commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société, le gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article 223-24 du code de commerce.

### **Article 19 – DECISIONS PRISES PAR L'ASSOCIE UNIQUE**

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par le code à la collectivité des associés. Il ne peut en aucun cas déléguer ces pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

Le ou les gérants doivent adresser à l'associé unique un mois au moins avant l'expiration du délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social : le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes. Ils doivent, en outre, tenir l'inventaire à sa disposition au siège social.

A compter de cette communication, l'associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre.

### **Article 20 – DECISIONS COLLECTIVES**

En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Les décisions collectives sont prises soit en assemblée, soit par consultation écrite ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, sauf lorsque le code impose la tenue d'une assemblée.

La tenue des assemblées ainsi que les consultations écrites s'organisent dans les conditions prévues par le code.

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires. Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts ou l'agrément de nouveaux associés. Elles sont qualifiées d'ordinaires dans les autres cas.

Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont alors prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés présents ou représentés possédant au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales, et sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Dans l'un ou l'autre des deux cas, les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins la majorité des deux tiers des parts sociales.

Toutefois, l'agrément de nouveaux associés, prévu à l'article 12 des présents statuts, est soumis aux conditions de majorité prévues audit article.

Par exception, la décision d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

### **Article 21 – INFORMATION DES ASSOCIES**

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par l'associé unique. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

En cas de pluralité d'associés, la même demande peut être faite par un ou plusieurs associés représentant, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, au moins le dixième du capital social.

Tout associé non gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse de la gérance est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

### **Article 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination de commissaires aux comptes peut être décidée par décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés en cas de pluralité d'associés. Dans ce dernier cas, elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

### **Article 23 - COMPTES SOCIAUX**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément au code et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

### **Article 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "Réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à l'associé unique ou aux associés sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, l'associé unique ou la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'il juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont il règle l'affectation.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

### **Article 25 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter l'associé unique ou les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives extraordinaires, à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la décision prise par l'associé unique ou la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

A défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si l'associé unique ou les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

### **Article 26 - DISSOLUTION**

#### **1. Arrivée du terme statutaire**

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés afin de décider si la société doit être prorogée.

## **2. Dissolution anticipée**

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 223-2 et 223-42 du code de commerce.

### **Article 27 – LIQUIDATION**

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé et si cet associé n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

### **Article 28 – CONTESTATIONS**

Toutes les contestations entre les associés ou entre la société et les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

### **Article 29 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE**

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

Pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'associé unique. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

**Article 30 – FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent à l'associé unique, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société.

Fait à BOULOGNE BILLANCOURT

Le 27/03/2024

en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement et deux exemplaires pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce.

**Monsieur TITCH Mohammed**

**Monsieur KOUKOUS Mohamed**